

Sander vise le nord

Leurodéputée et conseillère régionale Anne Sander a été investie cette semaine par Les Républicains pour les élections législatives des 12 et 19 juin dans la 8<sup>e</sup> circonscription du Bas-Rhin (Wissembourg). Son suppléant devrait être le conseiller d'Alsace Paul Heintz. Le cumul des mandats de député et d'eurodéputé étant interdit, en cas de victoire elle devra choisir et elle indique qu'elle démissionnera de ses fonctions d'eurodéputée. « Les choses sont annoncées, si je suis candidate, c'est pour siéger. J'ai vraiment envie de m'investir dans ce territoire. » En cas de victoire, elle céderait donc sa place au Parlement européen à Frédéric Péchenard, le suivant sur la liste LR aux européennes de 2019. Strasbourg perdrait dans la foulée une précieuse alliée dans la défense du siège. Anne Sander est l'une des trois eurodéputées alsaciennes avec Fabienne Keller (Agir) et Virginie Joron (RN). Elle a été élue première questresse du Parlement européen.



Anne Sander. Photo DNA/M. FRISON

Maurer n'oublie pas

Le conseiller d'Alsace Jean-Philippe Maurer, ancien député de la 2<sup>e</sup> circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg) n'a semble-t-il toujours pas digéré sa défaite en 2012 et la perte de son siège de député. Il a été investi mardi par Les Républicains pour se présenter en juin prochain dans... la 2. Il avait été élu député en 2007 avant de perdre la circonscription au profit du socialiste Philippe Bies. En 2017, il avait tenté de la reprendre mais elle avait été conquise par le MoDem Sylvain Wasserman, porté par la vague macroniste.

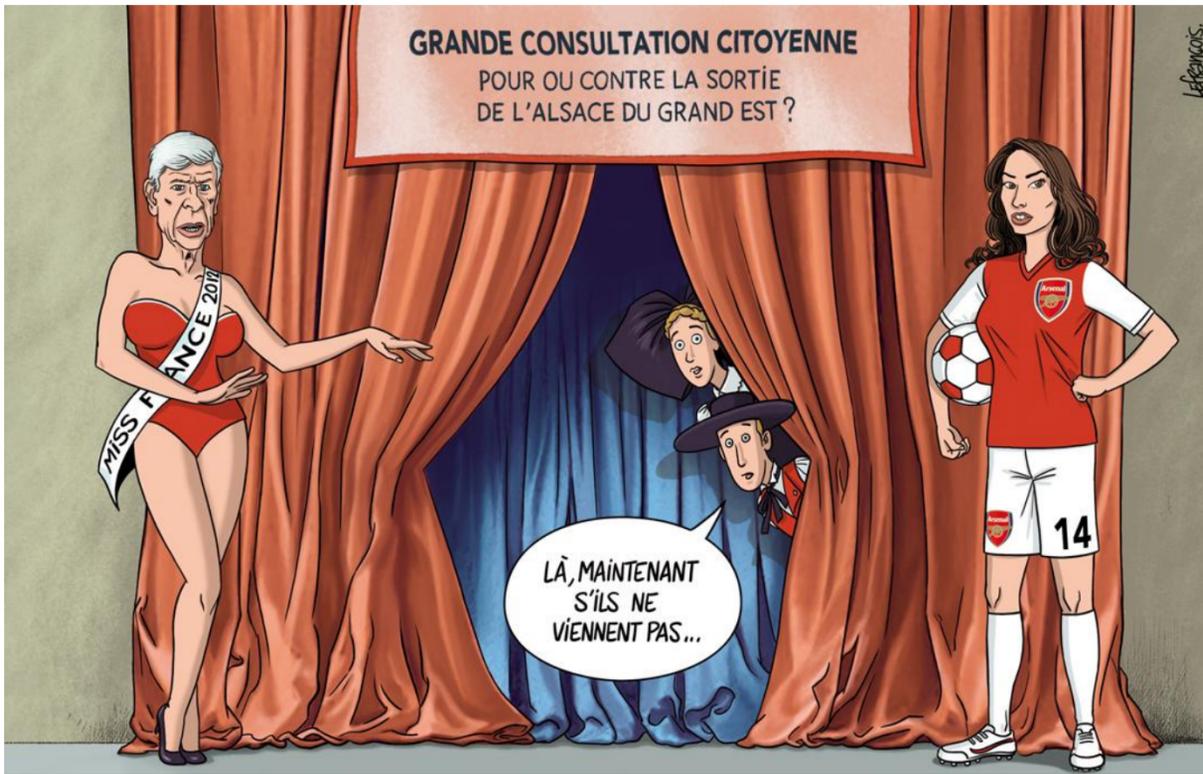
Ce qui n'a pas empêché Jean-Philippe Maurer d'être réélu pour la cinquième fois en juin dernier aux cantonales, en binôme avec l'UDI Pascale Jurdant. Son canton, le 6, se trouve au cœur de la 2<sup>e</sup> circonscription. D'ailleurs, l'hypothèse d'un soutien du député au binôme pour le second tour des cantonales en échange d'un soutien au député sortant pour les prochaines législatives avait été un temps imaginée, sans suite. On comprend mieux pourquoi.

Elkouby non plus

L'ancien député socialiste de la 1<sup>re</sup> circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg) Eric Elkouby songerait-il à revenir dans la course après avoir perdu son fauteuil de député en 2017 et son canton en 2021 ? Visiblement, il préparerait une équipe de campagne. « J'ai des choses à vailler, je n'ai jamais lâché les Strabourgeois, ni les habitants de la première circonscription, avec ou sans titre », répond-il quand on l'interroge sur le sujet. « Je suis extrêmement attaché à cette circonscription, j'ai labouré pendant 25 ans, et j'espère continuer à la labourer », ajoute celui qui a appris la politique avec l'ancien député Armand Jung, dont il a été le suppléant puis le successeur en 2016. Il se dit « homme de centre gauche dans l'esprit de l'ancien député », mais confesse « s'être éloigné du parti socialiste ». Le conseiller que Strasbourg « a besoin d'une voix forte à l'Assemblée nationale », estime qu'il pourrait la porter, mais que « le temps des annonces n'est pas venu ! » Quel teasing !

Rubrique d'Olivier Claudon et Emmanuel Delahaye

# L'appel des « people »



Arsène Wenger et Delphine Wespiser font partie des cinquante-six personnalités alsaciennes qui appellent à participer à la consultation citoyenne lancée par Frédéric Bierry sur la sortie du Grand Est. Sauront-ils mobiliser les foules ? (Dessin Yannick Lefrançois)

HORS CADRE

■ Défaits dès le premier tour des élections départementales de juin dernier (deux autres binômes de candidats leur étaient passés devant), le conseiller d'Alsace sortant **Philippe Trimaille** (jusqu'alors élu UDI du canton de Mulhouse-2) et l'adjointe mulhousienne **Cécile Sornin** avaient rapidement déposé un recours en annulation du scrutin, en raison de supposées « multiples infractions aux règles électorales ». Saisi du litige, le tribunal administratif de Strasbourg a examiné le fond de l'affaire le 20 janvier dernier. Mis en délibéré, son jugement a été rendu ce jeudi : Philippe Trimaille et Cécile Sornin sont sommairement déboutés de tous leurs griefs. Le duo Fatima Jenn (sans étiquette)/ Bruno Fuchs (MoDem) demeure donc en place et le litige est clos, d'autant que les plaignants n'entendent pas le poursuivre devant le Conseil d'État.



■ À l'initiative de **Marcello Rotolo**, maire (PS) de la commune, la municipalité de Soultz-Haut-Rhin a adopté mercredi une motion « en faveur du maintien de l'Alsace dans la région Grand Est », à l'unanimité moins trois votes contre. Marcello Rotolo — qui est aussi conseiller régional —, en a profité pour égratigner la consultation citoyenne organisée par la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), laquelle « repose sur des calculs politiques ».

■ **Onze parlementaires alsaciens** cosignent un appel à participer à la consultation citoyenne sur la sortie du grand Est, organisée par la CEA. Il s'agit des sénateurs Sabine Drexler (LR), Christian Klingner (LR), André Reichardt (LR), Laurence Muller-Bronn (LR) et les députés Patrick Hetzel (LR), Martine Wonner (non inscrite), Yves Hemedinger (LR), Frédéric Reiss (LR), Raphaël Schellenberger (LR), Olivier Becht (Agir) et Philippe Meyer (LR).

SUR LE VIF

**Une rencontre « informelle », mais de gros moyens**  
Une « réunion informelle » des ministres de l'Agriculture se tient à Strasbourg ces 7 et 8 février, sur le même modèle que la rencontre des ministres de l'Éducation, le 27 janvier dernier. Le quartier du Wacken sera à nouveau bouclé par les forces de l'ordre et la circulation rendue impossible.



Le 27 janvier, à l'intérieur du Palais de la musique et des congrès (PMC), où se déroulait ce grand raout sous la houlette de Jean-Michel Blanquer (photo), plusieurs techniciens de l'audiovisuel ont en tout cas été très surpris par les moyens mobilisés. Des réalisateurs, des cameramen, une quinzaine de techniciens, dont des assistants son et vidéo, un studio télé, un faisceau réservé pour la retransmission, des rampes de spots, des estrades, des cabines de traduction dotées d'un capteur de CO<sub>2</sub>, une quinzaine d'hôtes et hôtesses, une salle de presse de 100 places... des semi-remorques de matériel de pointe... Et des heures de travail pour le montage et le démontage. Un manque de sobriété d'autant plus étrange que, la veille, le ministre de l'Éducation nationale avait mis à l'honneur l'action des « éco-délégués » au sein des établissements scolaires. La société GL Events, l'un des prestataires de la manifestation, ainsi que le secrétariat général de la présidence française de l'Union européenne, n'ont pas répondu à nos demandes concernant l'étendue exacte (et le coût) des moyens mis en œuvre.

En diagonale

■ Le syndicat Force ouvrière (FO), majoritaire parmi les agents de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), a diffusé un tract remarqué en tout début de semaine dernière. **Christophe Odermatt**, secrétaire général de FO-CEA y interpelle Frédéric Bierry : « Avant la sortie du Grand Est, qui créerait une énième collectivité d'Alsace, nous souhaiterions être rassurés par la capacité de l'exécutif à faire fonctionner correctement la CEA [...]. Les agents sont les premiers ambassadeurs de la collectivité, mais sûrement pas de vos prises de position politiques. » L'allusion est claire : le souhait récemment exprimé par le président de la CEA de voir les agents se faire les « ambassadeurs » de la consultation citoyenne en cours (pour ou contre une sortie de l'Alsace du Grand Est), passe assez mal en interne, d'autant que l'ambiance n'était déjà pas au beau fixe. Conclusion acerbe du syndicat : « Le premier

anniversaire de la CEA a un goût amer. Soucieux des conditions de travail de l'ensemble des 6 000 agents, Force ouvrière [...] leur souhaite ses meilleurs vœux pour 2022, à défaut des vôtres et de ceux du directeur général des services. » Par un heureux hasard (ou pas...), le nouveau DGS Vincent Barbier a diffusé un message de vœux deux heures et demie plus tard, tandis que Frédéric Bierry exprimait les siens le soir même, dans un bref message vidéo. Six jours plus tard, celui-ci a été visionné un petit millier de fois sur Youtube.

■ Au cœur d'une séquence budgétaire compliquée pour la majorité de l'Eurométropole qui annonce une hausse conséquente de la taxe foncière, et après une série de débats tendus en fin d'année sur la Zone à faibles émissions (ZFE) ou la géothermie, la présidente **Pia Imbs** (photo) se rassure comme elle peut en consultant



une statistique commandée à ses services. « 80 % des délibérations de l'Eurométropole sont adoptées à l'unanimité. On a tendance à focaliser sur les sujets difficiles où les expressions peuvent être un peu fortes, mais il y a beaucoup de sujets qui font consensus ». Oui mais on peut rétorquer que de nombreuses délibérations sont aussi très techniques et n'appellent pas forcément de débat. « Cela signifie que l'opposition sait faire preuve de discernement », dit-elle.

Un rapport qui tombe à pic

Instructif « rapport d'information » de l'Assemblée nationale (une centaine de pages bien tassées), rendu public ce 2 février, en conclusion des travaux du groupe de travail parlementaire dédié aux « modalités d'organisation de la vie démocratique ». Extrait en forme de litote : « La cohérence identitaire des nouvelles régions [N.D.L.R. : c'est-à-dire issues de la loi NOTRe de 2015] n'apparaît pas toujours évidente, la réforme ayant fait disparaître administrativement plusieurs régions à forte identité comme la Bourgogne, l'Alsace ou l'Auvergne ». Puis cet autre, quelques lignes plus bas : « Quelques dispositifs permettent néanmoins au législateur d'attribuer des compétences différenciées aux collectivités territoriales, mais ils demeurent assez marginaux [...]. Ainsi la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) s'est-elle vue attribuer des compétences dont ne disposent pas les autres départements ». D'où cette recommandation des rapporteurs : « Fusionner les départements et les régions dans des périmètres régionaux proches de ceux qui préexistaient à la réforme de 2015, pour créer un nouvel échelon de collectivités ayant vocation à se substituer aux régions et aux départements ». Soit « pile-poil » ce à quoi Frédéric Bierry aspire du côté de la CEA. Gageons que le fait que l'un des deux députés en charge de ce rapport soit le Haut-Rhinois Raphaël Schellenberger (LR), par ailleurs conseiller d'Alsace (élu du canton de Cernay), a un peu aidé...

Ça se corse

L'association des Régions de France s'appête à présenter un livre blanc regroupant « les sujets que les régions souhaitent mettre au débat de l'élection présidentielle ». Parmi ces sujets, rien moins que la possible attribution d'un « statut d'autonomie » à la Corse — une prise de position saluée dès le 1<sup>er</sup> février par le président du conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni. Contactée par l'AFP, Carole Delga (PS), présidente de l'association des Régions de France (ainsi que du conseil régional d'Occitanie), confirme pour sa part qu'il s'agit d'un engagement unanime des présidents de région — c'est-à-dire entre autres de Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France et candidate LR à la présidentielle... Ainsi que de Jean Rottner, président du conseil régional du Grand Est. De quoi suggérer un nouvel adage, du genre « Vérité en deçà des Vosges, erreur au-delà » ?



Jean Rottner. Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

La caravane Zemmour

De passage jeudi à Fessenheim (nos éditions du 4 février), Éric Zemmour a résolument ignoré les médias présents (les DNA, L'Alsace, France Bleu Alsace, France 3 Alsace, BFMTV, l'AFP...), ce qui, convenons-en, relève de son droit le plus strict, mais constitue une manière inusitée de faire campagne. Plus ennuyeux, pour un candidat à la présidentielle qui se pique d'afficher un patriotisme sans concession : une seule des quatre voitures qui les transportait, lui et sa « suite » (Toyota Yaris Cross, Opel Crossland, Fiat 500X et Renault Scenic) était française. On ne peut pas penser à tout.